

Rapport de Pierre Laurent au 34ème Congrès du PCF

Cher(e)s camarades,

Permettez-moi tout d'abord de vous souhaiter la bienvenue au 34ème congrès. La bienvenue, et surtout un travail fructueux. Vous attendez toutes et tous beaucoup de nos travaux. Vous y êtes engagés depuis des mois, avec énergie et passion. Les communistes que vous représentez ici en attendent eux aussi beaucoup. Ils vous ont délégué en vous confiant le mandat de réussir ce congrès. Et cette attente, nous le savons tous, va bien au-delà de nos rangs.

Depuis que chacun dans le pays prend conscience de la gravité de la crise dans laquelle le système capitaliste est entré, des conséquences qu'elle peut avoir, qu'elle a déjà sur des millions de vie, dans nos quartiers, notre pays, en Europe, partout dans le monde, les salariés cherchent comment faire face. Beaucoup s'inquiètent mais beaucoup déjà se mobilisent, et se disent que ça ne peut plus continuer comme cela, que les responsables de cette crise ne peuvent pas être ceux qui nous expliquent tous les matins comment en sortir pour en vérité rester aux manettes et continuer à s'en mettre plein les poches. Ces salariés guettent tous les signes de résistance et d'espoir, et ici en France, ils suivent avec attention ce qui peut se passer de neuf à gauche pour ouvrir des perspectives face à la politique de la droite et de Nicolas Sarkozy, et engager sans tarder la reconstruction d'une alternative politique de changement. Lundi, en rentrant dans vos départements, vos communes, vos entreprises, vous en croiserez par dizaines qui vous interrogeront : alors, au Parti communiste, vous avez décidé quoi ? Chers camarades, je vous le dis, nous ne pouvons décevoir cette attente.

Nous vivons une situation d'urgence. Des dizaines de milliers de précaires et d'intérimaires ont pris la porte depuis l'été pour payer l'addition laissée par les actionnaires sur le comptoir des marchés financiers. Des dizaines de milliers d'ouvriers sont cloués au chômage technique et s'angoissent chaque jour qui passe ce qui les attend. La crise du logement prend des allures de catastrophe, le pouvoir d'achat fond comme neige au soleil, les hôpitaux sont asphyxiés et l'inquiétude grandit sur le droit à la santé, quant à l'éducation de nos enfants, le pays vient de prendre conscience grâce à la mobilisation des enseignants que les suppressions de postes et des réseaux d'aide, les fameux Rased, signifiaient tout simplement l'abandon de dizaines de milliers d'enfants à leurs difficultés scolaires...

Devant la colère et les angoisses qui grandissent, le gouvernement de Nicolas Sarkozy n'oppose que cynisme et arrogance. Le Président de la République prétend tous les matins solutionner la crise, présente tous les deux jours un pseudo plan de relance. Mais à chaque nouvelle annonce, ce sont les mêmes, les actionnaires, et surtout la classe des grands capitalistes, qui se sentent rassurés, qui comptent ce qu'ils vont encaisser, et les mêmes, la grande masse des salariés, qui font ceinture. Nicolas Sarkozy occupe le terrain en promettant de refonder le capitalisme mais aucune des racines de la crise n'a pour le moment été égratignée par l'avalanche d'annonces présidentielles. Tout est fait au contraire pour relancer à plein régime la machine financière capitaliste, alors qu'elle nous conduit à nouveau à coup sûr dans le mur.

J'écrivais ces lignes quand au début de la semaine le comble du cynisme a été atteint avec l'amendement du député UMP Marini, qui préconisait de déduire de leurs impôts les pertes boursières des actionnaires. C'est probablement ce que ces messieurs appellent moraliser le capitalisme ! Mais cette sinistre comédie ne s'arrête pas là : le gouvernement a pris ses distances avec ce prétendu franc-tireur. Ce petit manège est désormais connu. Il fait florès au gouvernement. Rachida Dati s'enflamme pour l'emprisonnement des mineurs dès 12 ans. Christine Boutin veut enfermer les SDF à l'asile... François Fillon et Nicolas Sarkozy tempèrent les ardeurs de leurs ministres devant les caméras, et eux qui mènent au pas de charge une politique ultra-réactionnaire se font passer pour des modérés. En vérité, ni Monsieur Marini, ni Rachida Dati, ni Christine Boutin ne sont des ultras égarés. C'est toute la politique du gouvernement qui est marquée de cette violence anti-sociale et de cette inhumanité. Que propose en effet Nicolas Sarkozy quand il s'agit de

faire face à la crise de l'automobile ? Tout simplement de faciliter le recours au chômage technique, autrement dit d'utiliser les moyens de l'Etat contre le monde du travail. Et pendant qu'il encourage ainsi le chômage, la fusion imposée à l'ANPE et à l'UNEDIC laisse en souffrance cent mille dossiers qui risquent de priver les allocataires de leurs droits ! Et que dire du nouveau patron de l'UMP, le « chouchou du président », Xavier Bertrand, qui avant de prendre les rênes du parti sarkozyste aura mis la dernière main à cette grande avancée sociale : la retraite à 70 ans !

Alors oui, cette politique, nous sommes plus que jamais décidés à la combattre, à la faire reculer, à rassembler dans l'action pour d'autres choix ! Nous en prenons ici l'engagement, Contre chacune des mesures qui prétendra faire payer la crise aux travailleurs, il se trouvera des communistes pour organiser la riposte et favoriser le rassemblement ! Notre peuple peut compter sur la détermination de nos militants, sur celle de nos élus, et je veux notamment saluer ici en votre nom à tous le courageux travail d'opposition, de proposition et de rassemblement de nos parlementaires, députés et sénateurs, qui dans les hémicycles de la République honorent nos valeurs et la gauche face à cette droite ultra-réactionnaire.

Et d'ailleurs cette volonté de combat grandit dans le pays. Les résultats des élections prud'homales le montrent, la journée d'action unitaire de tous les syndicats envisagée pour le début de l'année 2009 peut la renforcer encore. Nous l'avons nous aussi senti lors des multiples rencontres-débats que nous avons organisée sur la crise, ou en faisant signer par dizaines de milliers nos pétitions contre la privatisation de la Poste. Des idées, des solutions nouvelles trouvent un écho plus important. La crise bouscule bien des certitudes. Amplifier ces ripostes, et construire les chemins vers de profonds changements politiques, voilà bien le sens des décisions que nous avons à prendre. Je veux vous dire une chose à ce propos. En débutant nos travaux camarades, n'en doutons pas, ce que nous déciderons dans cette salle comptera. Nous ne laissons pas impressionner. Nous ne sommes pas ce parti de quantité négligeable que décrivent certains à longueur de colonnes, quand ils ne préfèrent pas nous ignorer purement et simplement. Les salariés, les travailleurs que nous côtoyons tous les jours, le peuple tout entier, la gauche auront besoin de toutes leurs forces pour relever le défi de la crise et lui ouvrir, à l'opposé d'une relance des solutions capitalistes, des issues progressistes. Nous sommes lucides sur les difficultés que nous traversons. Mais cela ne peut en aucun cas nous le faire oublier : nous sommes une de ces forces ! Et nos initiatives peuvent beaucoup compter dans la période qui s'ouvre.

C'est pour cela que nous sommes là, que vous êtes là : pour remettre cette force à l'offensive, pour la rénover si profondément qu'elle retrouve toute son énergie, toute sa créativité, toute son efficacité ! Nous voilà donc avec ce congrès au défi de conclure utilement nos débats d'orientation pour nous hisser à la hauteur de la situation. Ces débats sont maintenant engagés depuis dix-huit mois. Ils ont débuté à l'été 2007 au lendemain des résultats d'une élection présidentielle, marquée par la victoire de Nicolas Sarkozy, une nouvelle défaite de la gauche et un score historiquement bas de notre parti qui a nourri le doute sur l'avenir même de notre organisation. Ils se concluent aujourd'hui dans un autre contexte, totalement inédit, au cœur d'une crise majeure du système capitaliste mondialisé qui ouvre sans nul doute pour les années à venir une nouvelle période politique. Présenté ces deux dernières décennies comme « la fin de l'histoire », le capitalisme mondialisé est aujourd'hui remis sur la sellette. Les forces, qui comme nous le combattent et proposent de le dépasser, ont devant elles de nouvelles responsabilités et de nouvelles opportunités pour faire prévaloir un autre mode de développement, une autre vision de l'avenir de l'humanité. Ces dix-huit mois écoulés sont à eux seuls une belle leçon de choses de l'accélération de l'histoire dans laquelle nous sommes plongés. Faire preuve de clairvoyance politique dans cette situation extrêmement évolutive n'est pas le moindre des défis que nous ayons à relever. En nous écoutant, en nous respectant, en allant au bout de nos confrontations d'idées, nous en sommes, j'en suis convaincu, collectivement capables.

Nous avons beaucoup travaillé et échangé. Samedi après-midi, nous adopterons tous ensemble le texte qui fixera notre cap pour trois ans. Ce cap sera alors notre loi commune.

Nous voulons tous, je crois, parvenir à conclure ce débat dans la clarté et en nous rassemblant, pour pouvoir, demain, mettre en œuvre avec efficacité nos choix majoritaires.

Je veux insister sur ce point. Des journalistes nous interrogent ces jours-ci sur l'éclatement du parti communiste. Quelle drôle d'idée ! Vous qui sortez de plusieurs mois de débat, de vos conférences de section, de vos conférences départementales, vous pouvez en témoigner. Est-ce l'éclatement qui a marqué nos débats ? Non, c'est au contraire un profond désir d'unité. Ici, nous ne sommes pas à Reims, au bal des egos et des écuries présidentielles, nous sommes dans un parti d'idées et d'action où le respect doit être la règle. Nous allons faire des choix clairs, prendre des décisions, parce que la situation, celle du pays, de la gauche, comme celle de notre parti l'exige. Notre diversité demeurera, nous la respecterons dans nos directions, parce que c'est un acquis sur lequel aucun communiste n'a l'intention de revenir, et surtout pas, je peux vous l'affirmer, la nouvelle équipe qui nous allons élire dimanche. Non, ce n'est pas de cela qu'il s'agit, la page que nous allons ouvrir, c'est celle du rassemblement des communistes autour de choix majoritaires clairs et cohérents. Et notre unité n'en sera que plus efficace parce qu'elle sera justement bien campée sur deux jambes : respect de notre diversité, et respect des choix de la majorité.

Cette clarté et cette cohérence nous sont nécessaires pour l'action. Et la crise nous invite évidemment à l'action sur tous les terrains. Elles nous sont nécessaires pour comprendre le monde, ses évolutions, ses contradictions, ses potentiels, pour démêler le vrai du faux dans l'intense affrontement politique et idéologique qui se livre actuellement. Elles nous sont indispensables pour rendre lisible et mobilisateur notre projet politique, pour sortir du flou, des hésitations, des tergiversations que l'on nous prête trop souvent, même quand c'est à notre corps défendant, pour briser le silence médiatique dans lequel on cherche à nous enfermer. Clarté et cohérence nous sont tout simplement indispensables pour repasser sans tarder à l'offensive.

Reconnaissons-le : au lendemain de l'élection présidentielle, le défi n'était pas mince. La crise « existentielle » devant laquelle notre résultat électoral nous plaçait, l'urgence qu'elle nous imposait, nous avaient dans un premier temps conduit à envisager la tenue d'un congrès extraordinaire fin 2007. Nous avons finalement pris le temps, procédant par étapes, réunissant d'abord une assemblée nationale extraordinaire des animateurs de section il y a un an ici même, travaillant ensuite sur la base de son mandat par ateliers thématiques, puis en mai-juin derniers au cours de trois rencontres nationales dont les discussions furent largement profitables.

Toujours avec la même volonté d'approfondir notre réflexion, nous avons réalisé une importante étude sur la perception du communisme et du Parti communiste par les Français, qui a été comme vous le savez présentée lors de notre université d'été. L'université d'été elle-même, relancée cette année avec succès, a également constitué un moment de formation et d'échanges apprécié. Enfin, les 15 et 16 novembre derniers, la tenue de la rencontre pour un nouvel internationalisme avec plus de cinquante organisations présentes venues de quarante pays a constitué un autre enrichissement précieux. Et je ne parle pas des très nombreuses soirées ou journées de travail organisées dans les sections et les fédérations. C'est donc ainsi que le travail sur la base commune a progressivement mûri.

Les communistes nous avaient prévenus. Pas question de se laisser enfermer par avance dans un débat d'options prédéterminées, dans la répétition d'opinions ou de clivages déjà cent fois entendus. Ils ont tenu parole. Et en effet, dans ce débat, nous avons tous bougé.

Il faut dire que la vie aussi s'est chargée de nous faire bouger. Je ne cite que deux exemples. La campagne des élections municipales et cantonales, qui loin d'avoir été une parenthèse dans nos débats, nous a au contraire apporté de nouveaux éléments de réflexion. Sans infirmer les problèmes politiques nés de l'élection présidentielle, ses résultats ont confirmé la persistance de nos atouts et validé nos démarches de rassemblement quand elles étaient menées de façon offensive, et résolument ancrées dans la proximité sur un travail de projets. Il faut redire, ici, le courage et la détermination de tous ces communistes, qui après le choc de la présidentielle, ont su repartir avec esprit de conquête et d'ouverture dans cette bataille électorale, surprenant tous ceux qui avaient déjà

inscrit sur leurs tablettes notre déclin. Non seulement, les pronostics ont été déjoués mais des villes et des cantons ont été gagnés ou regagnés. Le pays peut compter sur ces milliers d'élus et leur association, l'ANECR. Ce n'est pas un mince point d'appui.

L'accélération de la crise financière mondiale, l'entrée générale du système capitaliste en crise et en récession ont elles aussi bouleversé la donne de nos débats. Nous avons réagi avec force et sans tarder. Notre campagne « la Bourse ou la vie » entamée avant l'été nous y avait préparés. La manifestation du 27 septembre sur les salaires avait aussi donné le ton. Nous avons très vite pris la mesure de la crise et de l'importance de ses conséquences politiques. Cela nous a évidemment poussé à approfondir et à enrichir nos analyses.

Au fond, plus que du temps, je crois que nous avons eu raison de prendre de la hauteur. Nous avons ainsi progressivement mûri un choix, celui de resserrer nos débats autour de trois grandes questions : l'analyse de la nouvelle époque dans laquelle nous sommes entrés avec le déploiement de la mondialisation ; le projet politique de changement que nous estimons nécessaire et possible de faire avancer dans les échéances politiques à venir ; la question de l'avenir du Parti communiste, de son utilité comme de ses nécessaires transformations.

Tout montre aujourd'hui que nous avons eu raison de faire ce choix.

Lors du vote sur le choix de la base commune, une large majorité des communistes qui se sont exprimés ont validé ce choix, considérant qu'il était le plus fécond pour pousser notre réflexion commune. Le vote, il est vrai, a également été marqué, chez ceux qui ont voté pour la base commune, comme chez ceux qui ont voté pour les textes alternatifs présentés mais aussi chez d'autres qui n'ont pas pris part à ce vote, par de fortes exigences d'amélioration et de clarification. Notre responsabilité est aujourd'hui d'entendre tout cela et de mener à bien tous ensemble le travail d'enrichissement attendu. J'y viens mais je crois qu'il était utile de mesurer le chemin parcouru.

Nous allons donc enrichir la base commune, comme nous en donnent mandat nos conférences fédérales et de section. Je crois que nous pouvons le faire autour de cinq grandes idées forces qui structurent déjà le texte de base commune, qui ont de fait largement structuré nos débats, et qui sont donc en mesure, je le crois, de nous rassembler très largement. Je veux m'y attarder maintenant dans l'esprit de clarification et de cohérence que nous appelons tous de nos vœux.

Première idée essentielle : nous vivons bel et bien un nouvel état du monde.

La mondialisation est la réalité durable de notre monde. Les révolutions des savoirs et des connaissances, les révolutions technologiques et informationnelles, le nouveau rapport des hommes à la planète toute entière ouvrent des champs de progrès et de mise en commun inédits. Ces potentiels accroissent la responsabilité de l'homme sur l'avenir du genre humain, de la planète et de ses ressources. La démocratie devient un enjeu mondial. La maîtrise humaine, la conscience des choix mis en œuvre à tous les niveaux devient cruciale. Mais le capitalisme qui domine façonne la mondialisation au profit des seules logiques d'exploitation et de domination.

Nous vivons un monde dans lequel il n'y aura plus de solutions humaines durables sans solidarités et coopérations dans tous les domaines, sans rapprochement entre les peuples, or le capitalisme mondialisé aliène, divise, et oppose toujours plus pour perpétuer ses logiques de rentabilité. Comprendre ces enjeux est de la première importance pour forger une conscience de classe de notre temps. Cette dimension de la lutte et du projet politique que nous portons est devenue déterminante.

Le texte expose quelques grands traits majeurs de ces enjeux de transformation du monde. Les communistes ont apprécié ces éléments d'analyse. L'ampleur de la crise et, là aussi, les événements de ces derniers mois, de ces dernières semaines ne font qu'en souligner l'exacerbation. Nous devons sans nul doute renforcer le texte en ce sens.

Des camarades estiment parfois que la nouveauté de ces enjeux n'est pas si grande, et qu'au fond, le capitalisme sera toujours le capitalisme. C'est mésestimer la radicalité des transformations en cours. La crise dans laquelle vient d'entrer cette nouvelle phase du capitalisme est mondiale et globale.

Elle éclate après des années de maturation et d'aggravation et place concrètement le monde devant une alternative historique : relancer ce système ou le dépasser.

C'est évidemment la deuxième idée essentielle, je dirais même structurante, que je veux souligner : la crise du système capitaliste mondialisé ouvre sans nul doute une nouvelle période politique, qui sera marquée pour longtemps par l'affrontement entre les forces de conservation ou de relance de ce système et les forces qui proposeront de le dépasser pour entrer dans une nouvelle ère de l'humanité.

Après avoir nié farouchement les signes avant-coureurs de cette crise mondiale – rappelons-nous les propos rassurants de nos gouvernants sur la crise des subprimes à l'été 2007, la présentation de Jérôme Kerviel comme un trader fou isolé, les mensonges éhontés de Christine Lagarde sur les prévisions de croissance alors même qu'il devenait évident que la récession se profilait – les dirigeants capitalistes ont aujourd'hui reconnu le caractère historique de cette crise. Mais là où ils parlent tous de refonder le système, rien ne se passe réellement. Les Français ont découvert éberlués les sommes englouties dans le soutien aux marchés financiers. Eux qui avaient intégré les discours sur l'absence de marges de manœuvres se sentent floués, et ressentent colère et indignation. Les repères de chacun sont bousculés. Des idées que les campagnes de culpabilisation idéologique avaient enfoui ressurgissent. Oui, de l'argent, du crédit, on peut en débloquer ! La question est belle et bien de savoir à quoi on l'utilise, dans quels buts, avec quels critères et qui a le pouvoir d'en décider !

Des financements publics massifs ont été décidés. Or, qu'il s'agisse des 360 milliards d'euros mobilisables pour le plan de sauvetage des banques, des 10 milliards d'euros directement accordés aux six grandes banques françaises, des 20 milliards d'euros accordés à un Fonds stratégique d'investissement, des 22 milliards d'euros destinés aux PME ou des 26 milliards du plan de relance rendu public la semaine dernière, aucune contrepartie sérieuses n'est exigée en matière d'emplois, de critères de crédits, de politique industrielle, de relance du pouvoir d'achat populaire, d'investissements dans la formation, les qualifications et les salaires. La bête est nourrie, gavée même, mais pour produire demain les mêmes monstres, les mêmes dérives, les mêmes excès, les mêmes gâchis.

Le rôle des financements publics, la nécessité d'interventions d'Etat et de régulation des marchés est aujourd'hui reconnue par ceux là même qui les diabolisaient. C'est un tournant dans le débat idéologique. Mais soyons clairs, il ne suffira pas de réguler ou de moraliser les marchés. Les réformes qu'il faut mettre en œuvre doivent faire reculer les logiques dominantes du système capitaliste, et permettre de commencer à s'émanciper de ses règles fondamentales. Une nouvelle page de la lutte des classes s'ouvre en France, en Europe et dans le monde. Et nous avons des propositions novatrices pour nous y engager avec audace. Oui, camarades, osons sans complexe notre communisme du XXIème siècle, en nous tournant vers les enjeux d'avenir de ce nouveau monde !

De nombreux camarades souhaitent que dans cet esprit nous renforçons les références à la montée de luttes politiques de grande portée dans le monde. C'est totalement justifié.

Oui, nous avons tous en ce moment l'Amérique latine au cœur. Venezuela, Bolivie, Equateur, Brésil, Uruguay... des voies nouvelles émancipent avec courage ces peuples de la domination américaine. D'énormes enjeux de solidarité et de coopération politique s'ouvrent à nous. Et nous répondrons présents !

Mais c'est tout le monde qui bouge. L'élection de Barak Obama a résonné comme un symbole d'avenir aux oreilles de peuples du monde entier qui n'en pouvaient plus de l'arrogance belliciste de l'administration Bush et des stratégies de domination impériale aussi bien militaires, économiques que politiques et culturelles. Nous le savons bien, cette hirondelle ne suffira pas à faire le printemps. Mais nous sommes avec tous les peuples qui poussent les portes d'un autre monde. Nous sommes plus que jamais aux côtés des peuples d'Afrique, du peuple palestinien qui

vit une honteuse colonisation, des peuples irakien et afghan, des peuples qui en Europe même secouent des politiques réactionnaires qu'elles ne supportent plus. Nous saluons ici avec chaleur le mouvement populaire de la jeunesse et des travailleurs de Grèce.

De toute cette situation, nous tirons une troisième idée essentielle : rien ne serait plus fou dans ces conditions que d'en rabattre sur l'ambition de changement radical qui est au cœur de notre engagement communiste. Tout appelle au contraire à l'approfondissement de cette ambition transformatrice.

La crise qui se développe, sa globalité, la gravité de ses conséquences déjà prévisibles, l'ampleur des engagements financiers mis en œuvre par les dirigeants capitalistes du monde entier pour tenter la juguler à leur manière, montrent clairement qu'aucune issue ne peut être envisagée à cette crise sans changer d'échelle dans la résolution des problèmes.

Les débats du congrès de Reims du Parti socialiste ont été, comme l'avait titré l'Humanité, pris à contrepied par la crise. Et non pas seulement parce que le spectacle affligeant de la guerre des chefs tranchait avec les préoccupations populaires, mais plus fondamentalement parce qu'aucun responsable politique, a fortiori s'il se prétend à gauche, ne peut proposer de solutions crédibles à la crise qui ne s'attaquent pas aux racines du mal : la prééminence dans toute la société des logiques d'accumulation et de rentabilité financières capitalistes. Après l'élection présidentielle, le PS s'apprêtait à trancher entre les meilleures manières d'assumer son social-libéralisme ; après la crise, il s'est agi de trancher entre les meilleures manières de réaffirmer son ancrage à gauche. L'aménagement du système à la marge, les pansements sociaux ne suffisent effectivement plus à donner le change. Comme l'affirme le texte de base commune, plus personne à gauche « ne pourra se dérober à une confrontation d'idées et de projets publique, permanente et exigeante, dans la population comme entre les forces sociales et politiques sur la question des moyens, des ruptures auxquelles il faudra procéder pour parvenir à changer réellement la vie dans le monde tel qu'il est ».

Ces grands axes de transformation, qui permettraient ces ruptures et la mise en œuvre de réels moyens du changement, nous en proposons trois : la promotion en toutes circonstances d'un nouveau mode de développement humain, socialement solidaire, générateur de nouveaux progrès, écologiquement durable ; la mise en chantier d'une véritable révolution démocratique : la refondation de l'Europe et des grands principes qui régissent le monde.

Les discussions que nous avons eue l'ont montré. Avec l'ambition d'un nouveau mode de développement, il ne s'agit pas pour nous de céder à un effet de mode, de noyer une pincée d'écologie dans trois doses de revendications sociales chimiquement pures. Non, il s'agit bien de prendre réellement la mesure qu'en tous domaines le mode de développement capitaliste, qui fait du profit et de la rentabilité l'alpha et l'oméga de tout marché, est entré dans des impasses historiques, et génère pour ces raisons un processus répété et chaque fois amplifié de crises toujours plus graves. Aussi, c'est en chaque domaine que nous voulons penser autrement le développement humain : travail, emploi, production, industrie, énergie, transport, consommation, alimentation, climat, urbanisation, ruralité, culture, logement, information, santé... nous ne voulons plus d'une société qui ignore l'être humain, le presse, l'exploite et le prive de moyens d'intervention réels, du pouvoir de maîtriser sa vie. Ensemble, nous voulons retrouver le pouvoir sur nos vies, et sur l'avenir commun de la planète et de l'humanité ! A l'aune de cette ambition, plusieurs questions sont revenues très fortement : celle du travail et de ses finalités ; celle de la production et de la politique industrielle ; celle de la profondeur des enjeux écologiques ; celle de la maîtrise publique et sociale des marchés ; celles de l'appropriation et des nationalisations : celle du crédit et de ses critères... et d'autres encore. Nous enrichirons le texte en conséquence.

La révolution démocratique est un autre axe structurant de notre projet. La crise financière l'a révélé avec éclat. Les grands lieux de pouvoir échappent aujourd'hui au contrôle démocratique. La conquête ou la reconquête du pouvoir d'intervention des citoyens doit à nos yeux concerner aussi bien la vie politique institutionnelle, actuellement vidée de sens par la présidentialisation et l'hypermédiatisation des mœurs politiques, que la vie sociale en général, et évidemment la vie

économique. La confiscation du pouvoir à l'entreprise par les actionnaires est un archaïsme et une aberration à l'heure où la financiarisation de la société fait la preuve de son échec flagrant. La démocratie sociale doit devenir un enjeu central de la démocratisation de toute la société.

Cet enjeu démocratique est pour nous un enjeu de libertés. Les dérives autoritaires du pouvoir sarkozyste sont extrêmement graves. Du contrôle de l'audiovisuel à l'enfermement des mineurs, de la mise au pas des juges à l'encadrement policier de toute la société, des dérives homophobes à la chasse aux sans-papiers, c'est à une attaque généralisée que nous assistons. Il est temps de fédérer tous ces fronts de résistance et nous devons décider au cours de ce congrès des initiatives fortes en conséquence.

Nous pourrions également décider de redonner un nouvel élan à la campagne pour imposer le vote de la loi contre les violences faites aux femmes. Aux côtés des associations féministes, notre parti et Marie-George Buffet sont fortement impliqués dans cette bataille, qui vient de franchir avec la création d'une mission parlementaire une nouvelle étape. Nous pouvons gagner cette bataille.

Mais notre ambition démocratique n'est pas seulement propositionnelle. Nous voulons la décliner quotidiennement dans notre démarche et notre pratique politique. Nos élus sont en pointe sur cette question. Des expériences comme celle de la bataille sur le référendum en 2005 ou celles des élections municipales doivent nous encourager à développer à tous niveaux et en toutes circonstances de nouvelles démarches politiques participatives. L'intervention populaire est pour nous la clé de processus de transformation durables et réussis. Toute notre activité politique doit porter la marque d'une implication citoyenne recherchée, organisée, revendiquée. Avons-nous réellement conscience que de très nombreux salariés, d'électeurs de gauche, de jeunes à la recherche d'un engagement sont disponibles pour une telle démarche ? A nous de prouver que nous y croyons.

Enfin, il semble évident que les dimensions européennes et mondiales du projet politique que nous portons sont devenues déterminantes. La légitimité des traités qui régissent la construction de l'Union européenne est atteinte. Celle des grandes institutions commerciales et financières internationales, dont les responsabilités dans la crise actuelle sont évidentes, aussi. Dans le monde entier, ces questions sont désormais en débat. L'impasse des guerres engagées en Irak et en Afghanistan est totale. La situation au Proche-Orient est dramatique, insupportable pour le peuple palestinien, et elle aussi sans perspective de solution. L'instabilité du monde est entretenue par la crise financière mondiale, les rivalités de puissance qu'elles engendrent et les remèdes purement capitalistes pour le moment retenus pour traiter cette crise.

En organisant les 15 et 16 novembre dernier à Paris, une rencontre inédite de partis communistes et progressistes venus de quarante pays sur le thème « construire un nouvel internationalisme », notre parti a clairement marqué sa volonté de faire face à ces défis et d'écrire de nouvelles pages de la convergence politique des forces d'alternative au capitalisme. C'est un chemin ardu mais il est incontournable et plein de promesses. Nous nous y engageons avec combativité et esprit de suite. Le 60ème anniversaire de l'OTAN sera l'occasion d'une manifestation internationale le 4 avril 2009 à Strasbourg. C'est une grande initiative dans laquelle notre parti s'engage également pleinement contre les politiques militaires et nucléaires agressives de l'OTAN, pour un monde justice et de paix. Nous pourrions en faire un moment privilégié de mobilisation populaire notamment pour le retrait des troupes d'Afghanistan et la reconstruction de ce pays, et pour que la France renonce à son intégration dans le commandement militaire de l'OTAN !

Je veux évidemment m'attarder quelques instants sur l'enjeu européen. Vous le savez se tiendront en juin 2009 dans tous les pays de l'Union les élections au Parlement européen. Dans la situation de crise historique du système capitaliste mondialisé, le modèle ultra-libéral qui structure depuis des années la construction de l'actuelle Union européenne est directement mis en cause. La contestation contre les dogmes de cette construction - politiques de dumping social, pression contre les salaires, les dépenses sociales et les dépenses publiques, déréglementation et privatisation systématiques - n'a cessé de s'amplifier ces dernières années. Les trois « non » français, néerlandais, irlandais ont

résonné comme des coups de tonnerre dans le ciel européen, et la crise de légitimité des politiques de l'Union est désormais patente. Pendant des années, pour maintenir hors du contrôle citoyen les marchés financiers, ils nous ont vanté la fable de l'indépendance de la BCE et de l'intangibilité des critères de Maastricht.

Mais quand il s'est agi de voler au secours de ces mêmes marchés, toutes les barrières qui étaient infranchissables pour financer les salaires et les services publics se sont subitement levées. C'est insupportable ! Car ce sont précisément ces politiques qui font la crise sociale, politique, démocratique de l'Europe. Il n'est pas tolérable que l'Europe continue de vivre sous le veto des marchés financiers, de leurs appétits de profit ! Nicolas Sarkozy nous avait promis monts et merveilles au début de sa présidence de l'Union. Cette présidence se termine dans la gabegie spéculative et la récession. C'est un terrible échec pour celui qui prétendait tout régler, tout régenter et sortir par le haut l'Europe de la crise dans laquelle elle s'enlise. Il est temps d'ouvrir une nouvelle page pour l'Europe !

Le moment est venu de donner beaucoup plus de poids, dans chaque pays comme au Parlement européen, aux idées et aux forces qui contestent cette orientation et réclament la refondation sociale et démocratique de l'Union. Et c'est possible, car ces idées et ces forces existent et grandissent depuis des années.

Tout sera évidemment fait pour leur barrer la route, à commencer par le mode de scrutin. Mais nous sommes décidés à bousculer les portes. Nous avons lancé, vous le savez, le 24 octobre dernier, un appel qui connaît déjà un réel écho pour constituer des listes de rassemblement. Cet appel, nous l'adressons à toutes les forces sociales et politiques, aux hommes et aux femmes des courants politiques progressistes, comme au mouvement syndical, social et associatif, à toutes celles et ceux qui dans leur diversité partagent les grands axes d'un projet transformateur de l'Europe et se reconnaissent dans cette démarche de rassemblement. Nous souhaitons avec elles, avec eux, constituer des listes qui feront événement et mener une campagne de dimension européenne, propre à illustrer le Front progressiste européen que nous voulons contribuer à construire dans la durée pour changer en profondeur les politiques de l'Union.

Cette démarche est largement approuvée par les communistes. Des camarades s'inquiètent parfois que nous nous effacions dans cette campagne. Et bien, je veux les rassurer. Non seulement, nous n'allons pas nous effacer, mais parce que nous croyons au potentiel de cette démarche, et à ce qu'elle peut bousculer, nous allons nous y engager de toutes nos forces, comme nous l'avons fait pour le référendum. Et si nous réussissons, personne, je peux vous l'assurer, ne sera déçu du voyage !

A ces camarades qui, inquiets, comptent déjà le nombre de communistes qu'il y aura sur ces listes pour se rassurer avant qu'elles ne soient constituées, je veux encore dire une chose. Evidemment nous voulons la réélection de deux députés communistes, mais nous voulons beaucoup plus. Ne partons donc pas petits bras. Nous ne sommes qu'au début de notre bataille. Nous sommes heureux que le tout nouveau Parti de gauche et d'autres amis disent déjà banco avec nous. Mais il y en a beaucoup d'autres à gagner à notre démarche. Alors, décidons à ce congrès d'engager dès qu'il sera terminé une grande campagne publique pour mettre en débat le contenu et la démarche de cette liste. Et vous le verrez, nous serons surpris de la portée de notre initiative. Les frontières de ce rassemblement ne sont pas écrites d'avance. Nous pouvons les faire bouger et changer le paysage dans lequel on voudrait enfermer les scénarios de cette élection. 2005 nous l'a appris. Nous avons tout à gagner à être conquérants. N'oublions pas cette leçon !

C'est dans le même esprit que je veux en venir à la quatrième idée force de notre congrès : l'enjeu central de notre projet politique est bien d'ouvrir en toutes circonstances des chemins concrets aux politiques de changement transformatrices que nous jugeons indispensables pour améliorer la vie de notre peuple.

Le titre de notre base commune le dit clairement : nous voulons un monde nouveau et nous voulons

le construire au quotidien. Celles et ceux qui souffrent et aspirent à une société plus juste n'attendent pas. Notre ambition de changement est grande et elle est immédiatement concrète. Nous ne la remettons pas à plus tard. C'est le sens profond de notre démarche communiste, celle qui nous a animés à chacun des grands moments de notre histoire.

Nous savons que la mise en mouvement de dynamiques politiques populaires, de dynamiques à vocation majoritaire est une clé de la réussite. Toutes nos expériences, qu'elles aient abouti ou échoué, nous le confirment. Il n'y a pas d'automatisme, d'emboîtement idéal dans les processus de changements. La politique, c'est de savoir provoquer et de saisir toutes les occasions de progresser. Voilà pourquoi nous voulons travailler de manière conjuguée et permanente aux luttes, aux rassemblements, aux interventions populaires, aux constructions politiques susceptibles de porter des objectifs de transformation sociale audacieux.

Nous refusons, dans cette démarche, toute hiérarchie préétablie. Définir notre projet politique de changement, c'est indissociablement énoncer les contenus des transformations nécessaires et les moyens politiques de leur réalisation.

C'est autour d'objectifs de transformation, de leur co-élaboration, de leur appropriation populaire que nous voulons construire les cadres, les fronts, les alliances adaptés aux problèmes rencontrés et aux échéances affrontées.

Mais de la même façon, et indissociablement, notre ambition constante doit être d'ouvrir devant chaque problème rencontré, chaque échéance politique, le chemin possible d'une perspective de changement réel. Et de prendre pour cela les initiatives politiques appropriées. C'est ce que nous faisons par exemple pour l'Europe. C'est ce que nous visons avec l'ambition du Front progressiste et citoyen proposé dans la base commune.

Je ne détaille pas ici la démarche clairement exposée dans notre texte d'orientation. Elle est largement approuvée par nos conférences. Mais je veux insister sur l'importance de cette ambition transformatrice dans la situation politique actuelle.

Alors que la crise capitaliste appelle des changements de grande portée, que des forces sociales et politiques existent dans notre peuple pour de telles avancées, l'alternative politique à la droite sarkozyste semble durablement en panne. Et ce n'est sûrement pas le congrès du PS qui a levé ce doute dans le peuple, bien au contraire. Soyons en certains, camarades, Nicolas Sarkozy n'est pas dans cette situation un simple spectateur. Il travaille en permanence, idéologiquement et politiquement, à défaire toutes les possibilités de rassemblement transformateur face à sa politique. En cherchant à fédérer autour de ses propres solutions, comme il le fait aujourd'hui dans la crise. Mais en agissant aussi directement sur la recomposition du paysage politique. Si nous le laissons faire, soyez en sûrs, le casting de la gauche, il s'en occupera aussi. Vous êtes-vous parfois demandé ce qui valait le même engouement médiatique à des personnalités aussi différentes que François Bayrou, Ségolène Royal, ou Olivier Besancenot ? Une seule idée en vérité : tous les trois désespèrent de la gauche. Pour le premier, elle n'existe plus et devrait se ranger devant le centre moderne qu'il incarne ; pour la seconde, elle est ringarde sauf à s'allier avec le Modem ; et pour le troisième, elle est dans sa plus grande part infréquentable. Ne nous y trompons, ce qui est flatté dans cette promotion hétéroclite, c'est une seule idée : la gauche n'est plus et ne sera plus pour longtemps majoritaire dans ce pays. Tous celles et ceux qui ne pensent pas ainsi sont décrétés vieux jeu, archaïques, dépassés.

Eh bien, nous refusons cette voie du renoncement. Nous sommes lucides sur l'état de la gauche mais ne nous y résignons pas. D'autant que nous le constatons, tous les jours, dans les luttes sociales et démocratiques se construisent des rassemblements qui témoignent de fortes exigences de transformations sociales. De très nombreux électeurs de gauche, de toutes sensibilités, sont prêts à faire du neuf et à faire front ensemble. A toutes et tous nous tendons la main et nous lançons cet appel : ensemble, faisons émerger à gauche des réponses alternatives crédibles au capitalisme ! Face à la crise, c'est le meilleur chemin vers de nouveaux rassemblements victorieux !

C'est pour travailler avec esprit de conquête à ces rassemblements victorieux que j'en viens à la cinquième idée que je souhaitais développer devant vous : celle des choix qui concernent l'avenir de notre parti. Aucune des ambitions que je viens d'exposer, et qui sont celles auxquelles nous voulons consacrer tous nos efforts, n'ont d'avenir sans une ambition de même ampleur pour le développement de notre parti. Vous le savez, le choix que propose de retenir la base commune et la très grande majorité des communistes est celui d'engager de profondes transformations de notre parti, parce que, je cite, « la voix de telles transformations nous apparaît plus féconde que celle de la constitution d'une autre force politique aux contours incertains ». Notre projet politique a de fortes exigences. Notamment celles, comme nous le rappelons dans le texte que nous allons adopter, d'être capable de penser les bouleversements du monde, d'en déceler les potentiels émancipateurs, de faire de la politique une grande affaire populaire et citoyenne, d'élaborer des idées et des projets transformateurs, d'unir les forces susceptibles de les porter, de construire les majorités de changement, les chemins politiques de ces transformations... Excusez du peu, mais dans la société qui est la nôtre, dans l'affrontement de classe que nous vivons, cela ne va pas de soi, loin s'en faut.

C'est ancré dans ses exigences que nous renouvelons notre choix du PCF, c'est-à-dire d'un parti de ce projet, de cette ambition, capable en permanence de rassembler et d'impulser les idées et les énergies nécessaires à sa mise en œuvre. Mais c'est en raison des mêmes exigences et du fossé évident qui séparent les réalités de notre parti des besoins de notre projet que nous affirmons la nécessité de ses transformations. Nous ne faisons donc pas deux choix, sur lesquels on pourrait alternativement tirer à hue et à dia, en ne retenant qu'une de ces dimensions, mais un seul choix, clair et cohérent : celui du PCF et indissociablement de ses profondes transformations.

C'est un choix dénué d'ambiguïté. Soyons très clairs : des camarades proposent d'entrer dans un autre processus, progressivement constitutif d'une nouvelle force politique, dont les communistes seraient une des parties prenantes. Ce n'est pas le choix retenu. D'autres à l'inverse se seraient bien passés de l'ambition de transformation affichée, la jugeant trop ambiguë ou risquée. Ce n'est pas non plus le choix majoritairement retenu.

Notre choix est celui de l'audace pour nous même aussi. Nous qui faisons le pari de l'espérance révolutionnaire aurions peur de nous révolutionner nous-mêmes ? Des milliers de jeunes cherchent en ce moment face à cette société inhumaine les voix de leur engagement. Des milliers de salariés remettent en ce moment en cause des contraintes qu'ils avaient jusque là intégré comme indépassables. Des milliers d'électeurs de gauche s'interrogent sur les lieux les plus efficaces pour poursuivre ou renouveler leur engagement. Soyons conquérants, ouvrons leur nos portes, et libérons dans notre propre parti toutes les intelligences ! Faisons de ce parti un lieu beaucoup plus efficace pour toutes celles et ceux qui s'y engagent !

Le congrès peut aujourd'hui nous permettre de franchir une étape. Soyons lucides : le chantier des transformations que nous ambitionnons sera alors pour l'essentiel devant nous. Actons de premières évolutions proposées, qui émanent des réflexions déjà engagées. Et pour le reste, décidons de mener activement ces transformations tous ensemble, en mobilisant la créativité de nos militants, en respectant leur souveraineté, en évaluant les transformations engagées. En un mot, cessons de nous faire peur et faisons confiance aux communistes dans la conduite de ce chantier.

Voilà, chers camarades, les réflexions que je voulais vous présenter. Nous avons devant nous trois jours de débat sur la base commune avant notre vote final samedi. Nous aurons deux séances plénières de débat général, la première cet après-midi, la seconde demain après-midi ; une matinée de travail en ruches vendredi au cours de laquelle chacune et chacun d'entre vous pourra individuellement s'exprimer ; et enfin samedi notre journée de vote sur les amendements. Pour ce travail, nous proposons d'innover. Dès vendredi matin, après une nuit de travail de la commission des amendements, vous disposerez d'un document amendé sur lequel chacun d'entre vous pourra réagir. La restitution de vos réflexions aux membres de la commission, vendredi midi à l'issue des ruches, nous permettra d'améliorer encore le texte dont une seconde version vous sera distribuée samedi matin avant le vote des amendements en séance plénière.

Les conditions sont donc réunies pour un excellent travail collectif. Bon congrès à tous et merci de votre écoute !